

La peur du rouge.¹

La peur du rouge ! Et d'abord, pourquoi le rouge ? Sinon parce qu'il symbolise depuis au moins la fin du XVIIIème siècle, la révolution. Le Club des Cordeliers puis le Club des Jacobins, dont on connaît le rôle important durant la révolution française, ont choisi le drapeau rouge comme emblème. Il le restera au fil du temps à travers tous les mouvements révolutionnaires : des révoltes de 1848 à la révolution d'octobre 1917 (les bolcheviks en font même le drapeau officiel de la jeune Union soviétique), en passant par la Commune de Paris en 1870. A chaque fois, le drapeau rouge s'est mis au service d'un combat contre les injustices, contre les privilèges, contre l'exploitation, n'en déplaise aux néolibéraux qui prétendent également faire la révolution en saquant les conquêtes sociales.

L'anti-socialisme.

Le fondement même de la peur du rouge est donc une société inégalitaire, basée sur l'exploitation d'une classe sociale par une autre, dominante : en l'occurrence, à partir du XIXème siècle et de la révolution industrielle, l'exploitation de la classe ouvrière par la classe bourgeoise. Et si la classe ouvrière n'a rien à perdre sinon ses chaînes, la bourgeoisie industrielle va, elle, accumuler des richesses inouïes qui sont le fruit de l'exploitation capitaliste qu'elle impose. Elle a donc beaucoup à perdre.

Tout qui remet en cause ce système et les mécanismes d'exploitation qu'il induit ; tout qui combat pour rétablir un tant soit peu de justice (améliorer les conditions de travail, les conditions salariales, gagner un peu de sécurité en cas d'accident ou de maladie,...) va donc constituer une menace, une agression, une atteinte grave aux privilèges. L'ennemi est désigné : c'est le rouge, qu'il soit socialiste, communiste, syndicaliste ou anarchiste (encore que celui-ci sera surtout caractérisé par le noir).

La bourgeoisie s'est armée pour contrer l'ennemi, qu'elle appelle l'ennemi intérieur. En 1870 à Paris, elle n'hésitera d'ailleurs pas à s'allier avec l'ennemi « extérieur » (prussien, en l'occurrence) pour mater dans le sang les Communards.

Ses moyens de défense sont multiples.

Législatif : dès la révolution française, les lois Le Chapelier des 14 et 17 juin 1791 interdisent aux individus de se grouper pour la défense de leurs « prétendus intérêts communs ». Il faudra des mouvements de révoltes réprimés dans le sang comme à Roux en 1886 pour que les choses commencent à évoluer (les premières lois sociales, la reconnaissance progressive du fait syndical,...).

Politique : elle se protège aussi en instaurant le système censitaire puis plural. Il faudra des grèves encore, des manifestations de masse, des morts pour obtenir le suffrage universel pour les hommes.

Répressif : la bourgeoisie blinde son pouvoir avec une justice qu'elle veut à sa solde. Et elle se dote d'une batterie législative répressive qui ne cesse d'évoluer selon les époques, se durcissant ou s'adoucissant au gré d'un rapport de force qui lui sera plus ou moins favorable. Elle n'hésite pas, lorsque la conjoncture politique et sociale lui est favorable à faire ressurgir certaines pratiques ; je pense notamment au recours de plus en plus systématique à la justice dans les conflits sociaux et à la force dissuasive que peuvent représenter les astreintes qui sanctionnent les piquets de grève. Et si

¹ Exposé de Jean-Pierre Michiels dans le cadre de l'exposition « La peur du rouge » organisé par le CEPRé, le 20 mars 2008.

aujourd'hui, on présente subtilement la mesure dans l'intérêt des usagers, il n'en reste pas moins que la législation sur le service minimum dans les services publics représente une atteinte au droit de grève.

On fait donner la troupe. C'est l'armée, en mars 1886, conduite par le général Vandersmissen dont le bourgmestre catholique de Roux saluera le « mâle courage », qui tire sur les manifestants. L'armée va progressivement être remplacée par la police et les méthodes répressives ou de contrôle vont évoluer. La police se charge d'identifier et d'isoler les « meneurs », les « excitateurs » qui, généralement, égarent les « honnêtes gens ». Citation : en 1886 après les émeutes, le 1^{er} Ministre de l'époque, le catholique Beernaert déclare : « ... *Ce que les excitateurs ne disent pas aux malheureux ouvriers qu'ils égarent, c'est que s'ils souffrent, le sort du capital n'est pas meilleur que le leur ; depuis quelques années, il est en quelque sorte mis à la disposition du travail.* »

Comparaison n'est pas raison mais il n'y a pas si longtemps, un Ministre schaarbeeko-liégeois dont je tairai le nom, très colère, affirmait, pour justifier la politique du gouvernement, que les syndicats n'expliquaient pas bien la problématique des fins de carrières aux affiliés.

On pratique l'infiltration des meetings, des manifestations ; on soudoie des militants. Ces méthodes sont critiquées y compris au sein même de la bourgeoisie mais elles vont s'intensifier à partir de 1886. Malgré son réformisme, le POB est encore considéré comme un réel danger par le pouvoir catholique et libéral et, au même titre que les anarchistes, considérés comme des « malfaiteurs ». Il faut préciser qu'à l'époque, si la pratique politique est effectivement essentiellement réformiste, le discours de certains leaders socialistes reste « musclé » : ils parlent encore de « changements révolutionnaires » et –ô crime de lèse majesté- de « république »... En 1887, le chef de la sûreté Gautier de Rasse fait rapport au roi : « *Notre législation, écrit-il, n'est pas faite pour les temps troublés. À une situation nouvelle, il faut faire face par une organisation en rapport avec le péril à combattre et être en toute matière plus soucieux de l'intérêt général que du respect de la liberté individuelle.* »²

On s'attaque aussi aux symboles, aux emblèmes ; on durcit le ton et les mesures répressives. Le dispositif policier s'intensifie et il est clair qu'il se justifie davantage par la peur du rouge que par la recrudescence de la délinquance. Ainsi un an plus tard, en 1888, Léopold (le deuxième) écrit au 1^{er} Ministre Auguste Beernaert : « *Je suis bien d'accord avec vous qu'il faut défendre les emblèmes séditionnels et empêcher ces promenades révolutionnaires et réunions en plein air. En plus, chaque fois que des orateurs socialistes, et ils n'y manquent jamais, parlent de pétrole, préconisent la violence, on devrait les arrêter.* »³

La provocation est monnaie courante. En 1899, le gendarme Victor Gillard a failli être poursuivi pour une agression contre Jules Destrée à la sortie de la Chambre. Plus tard, il écrira : « *J'étais poussé par la faim, par la soif de l'avancement. Je n'avais pas à choisir : pour détenir les galons de brigadier, je devais faire la preuve contraire du crime ou délit socialiste (...) On tenait les socialistes pour les plus dangereux gredins (...) Les maîtres de l'heure, il y a trente ans et plus, avaient un grand désir, celui de voir crever sous les coups des gendarmes tous ceux qui ne pensaient pas comme eux.* »⁴

Je passerai sur l'anti-anarchisme qui relève davantage de la peur du noir que de la peur du rouge. Je ne résiste pas quand même à vous lire un court extrait d'un article paru à la fin du XIX^{ème} siècle dans le journal de la police bruxelloise « Le Policeman » : « *Frémissez de remords, anarchistes maudits, au regard sombre et sournois, chacals qui guettez votre proie, la nuit, montrez vous donc et sortez de votre*

² Cité par Luc Keunings dans « Ordre public et peur du rouge au XIX^{ème} siècle », sur Internet.

³ Ibid.

⁴ Ibid.

antre de bandit. Découvrez-vous, monstres, afin que votre odeur nauséabonde dégoûte le monde et qu'un haut-le-coeur vous éclabousse de tout son mépris. »⁵ Il faut reconnaître que les pratiques de certains anarchistes ont le don de faire l'unanimité contre eux. Les socialistes eux-mêmes voient dans leurs agissements et leurs positions des obstacles à leur propre action. Marx lui-même va mener une lutte idéologique intense contre leurs penseurs emblématiques, Proudhon et Bakounine. A Proudhon, par exemple, il répondra au livre « Philosophie de la misère » par un ouvrage appelé « Misère de la philosophie ».⁶

L'anti-communisme.

L'anticommunisme se manifeste bien avant le XXème siècle et la création des partis communistes dans les années 20. On peut en situer les fondements déjà à la fin du XVIIIème siècle avec la répression de la Conjuraison des Egaux et l'exécution du révolutionnaire français, Gracchus Babeuf qui, avec ses amis, avait tenté de renverser le Directoire avec l'intention d'instaurer une république égalitaire. Babeuf prônait déjà la collectivisation des terres et des moyens de production.

L'anticommunisme se poursuit au XIXème siècle avec la montée des idées révolutionnaires mais il va surtout s'exacerber au XXème siècle après la révolution russe d'octobre 1917. Il est clair qu'à ce moment, la peur du rouge prend une tout autre dimension. On n'en est plus seulement à l'infiltration des meetings (cela se fera encore jusque dans les années 70) ou des organisations, aux filatures ou aux provocations ; tout cela existera encore bel et bien pendant de longues années. Mais les enjeux deviennent internationaux.

La guerre de 14-18 à peine terminée, les ennemis d'hier se rabibochent pour se retourner contre le jeune pouvoir soviétique et essayer d'étouffer la révolution dans l'œuf. Les soldats issus des milieux populaires qui voient dans la révolution bolchevique un espoir et refusent de combattre, sont impitoyablement fusillés. Faute de pouvoir abattre la révolution russe, il faut à tout prix empêcher la contagion. La tentative de révolution en Allemagne, en 1918-1919, est violemment réprimée. Les leaders communistes Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont arrêtés et assassinés sur ordre du ministre socialiste de l'armée, Gustav Noske.

Chez nous la répression est sans doute moins violente mais le pouvoir s'efforce de discréditer les leaders communistes. Passons sur l'imagerie repoussante avec laquelle la propagande anticommuniste présente les communistes : personnage hirsute et sale, sournois, le couteau entre les dents, doté d'une bien mauvaise réputation puisqu'ils ont pour coutume de se partager les femmes,... En 1923, les communistes condamnent l'intervention des puissances occidentales dans la Ruhr ; ils sont accusés de trahison et un procès « le grand complot » leur est intenté. Défendu notamment par un certain Paul Henri Spaak, brillant jeune avocat, ils seront acquittés (je pense que la toile Dubrunfaut, Somville et Deltour qui orne la salle de l'hôtel de ville de La Louvière et qui s'appelle « Jacquemotte à La Louvière », illustre cette période). Mais qu'à cela ne tienne, les liens qui unissent les communistes de Belgique à l'Union Soviétique et à la IIIème internationale les désignent comme un parti de l'étranger. Cette réputation aura la vie dure et contribuera sans doute à les couper des travailleurs. Il faudra attendre le début des années 30, la crise économique et sociale profonde qui frappe notamment le Borinage et nos régions minières pour que le PCB assure enfin une certaine assise dans les milieux populaires.

⁵ Ibid

⁶ Pour ceux qui voudraient en savoir plus sur l'anti-proudhonisme de Marx, je me permets de les renvoyer vers le site de l'ACJJ où nous avons une rubrique « Marx à mesure ». Le 8^{ème} fascicule lui est largement consacré.

En 36, Jacquemotte propose que les communistes réintègrent le POB en tant que groupe constitué. Sans doute ne rencontre-t-il pas que de l'enthousiasme au sein de son propre parti mais du côté du POB, c'est une fin de non recevoir pure et simple.

On connaît le rôle que les communistes joueront dans la résistance au nazisme et la répression qui va décimer ses rangs. Le PC sort de la guerre considérablement renforcé en nouveaux membres et en électeurs ; la victoire de l'URSS sur l'Allemagne hitlérienne contribue à rehausser son prestige. Le PC participe aux premiers gouvernements d'après guerre et y joue un rôle non négligeable mais éphémère. Rapidement les Etats-Unis et les puissances occidentales vont organiser l'offensive anti-communiste tous azimuts. C'est ce qu'on appelle la « guerre froide » qui va conduire à une course aux armements effrénée. Il faut à tout prix convaincre l'opinion publique du danger que représente l'Union soviétique et la menace imminente d'une invasion par l'URSS. Dès 46, à la tribune des Nations Unies, Spaak lance son fameux cri « J'ai peur ! ». Il contribue activement à la création de l'OTAN qui verra le jour en avril 1949 et dont il sera le secrétaire général de 57 à 61. On dresse un « rideau de fer » -c'est-à-dire que l'on surarme la frontière entre l'Europe occidentale et les pays qui formeront, en mai 1955, le Pacte de Varsovie.

Sur le plan interne, en Belgique, les communistes vont assez rapidement être éjectés du gouvernement ; les effectifs fondent tout aussi rapidement et leur impact électoral se réduit à une peau de chagrin. Malgré des progrès ponctuels (comme après la grande grève de 60-61), il restera extrêmement modeste pour disparaître complètement en 1985.

Aux Etats-Unis, dès 1950, le sénateur Joseph Mac Carthy va lancer une campagne intense contre les communistes et tout ce qui s'en rapproche : c'est la fameuse « chasse au sorcières ».

C'est à cette même époque que des assassinats ou tentatives sont commis contre des dirigeants communistes : le secrétaire général du PC japonais est assassiné, Palmiro Togliatti en Italie et Jacques Duclos en France échappent à des attentats. Chez nous, le fameux « Vive la République ! » clamé par les parlementaires communistes lors de l'investiture de Baudouin coûtera la vie au Président du Parti, Julien Lahaut.

En Allemagne, il sera interdit aux communistes et ceux qui sont soupçonnés de l'être de travailler dans la fonction publique : ce sont les « Berufsverbote », autrement dit les interdits professionnels.

Malgré sa puissance (il lui arrive d'être parfois le premier parti d'Italie), le PCI ne pourra jamais participer au gouvernement malgré une stratégie d'ouverture politique spectaculaire, appelée « le compromis historique » qui aurait pu aboutir avec la démocratie chrétienne dirigée par Aldo Moro qui sera assassiné par les Brigades rouges, certes, mais, selon une enquête parlementaire, avec l'aval des Etats-Unis.

On aurait pu croire qu'avec l'effondrement du communisme (la disparition des démocraties populaires et le recul quasi général des partis communistes sur le plan électoral) que l'anticommunisme avait vécu. D'autant que les Etats-Unis s'étaient désigné un nouvel ennemi avec l'Islam et le terrorisme. Mais il a encore des restes que je me refuse de qualifier de beaux.

Deux exemples : les chypriotes grecs viennent d'élire comme nouveau président le candidat communiste de l'AKEL. Alors que la question chypriote n'est pas secondaire en Europe puisque la partition de l'île a parfois amené des tensions, voire des conflits entre la Turquie et la Grèce et qu'elle constitue une des pierres d'achoppement dans le débat sur l'admission de la Turquie dans l'Union européenne, on en a à peine parlé dans la presse sauf pour dire, selon les points de vue, que le PC

chypriote ne s'était pas déstalinisé ou que Monsieur Christofias s'était fait élire en prétendant qu'il était un socialiste démocratique. A vous de biffer la mention inutile.

Second exemple pour montrer que l'anticommunisme est parfois intégré dans l'inconscient. La réouverture du haut fourneau de Seraing a fait l'objet d'un reportage en direct sur la RTBF radio. Le journaliste est à l'antenne au pied du haut fourneau. Les « becs de gaz » sont restés à l'arrêt depuis quelques années et sont donc partiellement rouillés. Le reporter, impressionné, déclare sans rire qu'il a l'impression d'être près d'une rampe de lancement de fusées de l'époque... soviétique. Je vous laisse imaginer Gagarine dans une fusée toute pourrie, perdant ses boulons et crachotant une fumée infâme...

L'anti-syndicalisme.

Je terminerai par l'anti-syndicalisme. Brièvement, car je ne vais pas apprendre à des syndicalistes toute la difficulté qu'il y a de mener le combat syndical aujourd'hui encore. Et ce que j'ai dit à propos de l'anti-socialisme et de l'anti-communisme se rapporte à maints égards aux syndicalistes. Il faut être clair : le contre-pouvoir que représente la force syndicale n'est apprécié ni par le patronat (ce qui est de bonne... lutte de classes), ni par le pouvoir politique quel qu'il soit. Dans les zones de développement économique en Chine où les entreprises occidentales s'installent et embauchent des masses de travailleurs venant des campagnes, les droits syndicaux existent-ils ? Les rapports d'Amnesty International dénombrent chaque année des dizaines de syndicalistes assassinés dans le monde.

Je ne pense pas me tromper en affirmant que la reconnaissance du fait syndical a été un long combat et le reste dans une bonne mesure. J'en veux pour preuve la difficulté à le faire reconnaître dans les PME.

Je suis toujours frappé par la virulence d'une certaine presse (on l'appelait comme ça avant pour identifier celle qui n'était pas de gauche) contre les grévistes. Lors des dernières grèves des chemins de fer français, un présentateur du JT de 13 h sur France 2 a terminé son édition en diffusant une chanson satirique antisyndicale et d'une méchanceté inouïe contre les agents des services publics. Permettrait-on, à un journaliste de terminer son édition en diffusant le Chiffon rouge ?

Je rappelais tout au début le recours de plus en plus fréquents à la justice et aux astreintes contre les piquets de grève et bientôt au service minimum.

Je termine en citant un passage de l'article du Soir de ce matin, relatant le congrès du PS : « ... *La FGTB a parlé d'une menace sur les chômeurs. Di Rupo explose : 'Un peu d'honnêteté intellectuelle ! C'est inacceptable ! On ne peut donc plus demander aux partenaires sociaux de réfléchir ?'* ».

Pour paraphraser une citation dite plus haut, j'ose ceci : « Attention messieurs les syndicalistes ! Craignez que votre malhonnêteté intellectuelle dégoûte le monde et qu'un haut-le-cœur dirupien vous éclabousse de tout son mépris. »

Je vous remercie.